

*Débat spécial*

Nous, les Canadiens, avons le droit de demander également, dans le contexte des Nations Unies, qu'on fasse preuve de cohérence. Une tragédie humaine est en train de se dérouler en Bosnie, et si les Nations Unies sont prêtes à agir énergiquement conformément à un mandat international que le Conseil de sécurité leur a confié en Somalie, il y a sûrement d'autres crises, notamment en Bosnie, au Liberia et ailleurs, auxquelles elles devraient s'attaquer également. Il ne faut pas qu'il y ait une norme pour la Somalie et une autre pour la Bosnie qui est incontestablement le théâtre d'un génocide.

À plus long terme, on pourrait très bien devoir envisager un rôle de tutelle des Nations Unies en Somalie pour aider à rétablir la société civile, et songer à la possibilité d'une conférence internationale sous l'égide des Nations Unies pour rapprocher les diverses parties afin de tâcher d'en arriver à une solution permanente et durable.

Je voudrais enfin souligner à nouveau les risques de cette opération. Un vieux proverbe somalien dit que tous les Somaliens se liguèrent contre l'intrus non somalien. Si l'opération tournait mal, on peut évidemment craindre que les divers clans en guerre se liguent non seulement contre les Nations Unies, mais s'en prennent également aux quelque 400 travailleurs à l'aide internationale, avec de tragiques conséquences.

Nous nous associons aux autres députés pour applaudir le courage et le dévouement des militaires canadiens qui travailleront en Somalie, ceux du Régiment aéroporté du Canada. Nous leur souhaitons de bien réussir. Nous songeons à leurs familles en ce moment très difficile, et nous espérons certes une solution qui permettra non seulement d'acheminer l'aide humanitaire, la nourriture et les médicaments dont on a si désespérément besoin là-bas, mais aussi de reconstruire une société civile et un gouvernement pour les Somaliens.

**M. Stan Hovdebo (Saskatoon—Humboldt):** Monsieur le Président, le Canada a raison de participer aux opérations de secours des Nations Unies en Somalie. La situation qui règne en Somalie est horrible. La famine et les guerres ne laissent subsister que des choix limités, et tout le peuple est en péril.

Il est impossible de rester impassible tandis que des bandes de brigands n'agissant que dans leur seul intérêt

entravent l'acheminement des vivres d'urgence et des médicaments vers les Somaliens qui en ont besoin.

Selon les comptes rendus que nous recevons et dont nous n'avons aucune raison de douter, des milliers de personnes meurent chaque jour et la vie de deux millions d'autres est menacée. Boutros Boutros-Ghali a informé les Nations Unies la semaine dernière que, si nous voulions porter secours aux personnes piégées par la guerre en Somalie, il n'y avait qu'une possibilité, la menace de la force ou le recours à la force.

L'intervention armée répugne à nombre d'entre nous, mais, lorsque c'est le seul moyen de sauver des millions d'innocents de la famine et de la maladie, nous sommes obligés de l'appuyer. Le gouvernement doit faire son possible pour veiller à ce que l'intervention des Nations Unies et la nôtre soient menées comme il se doit et à ce qu'aucune mesure prise par les Nations Unies et sanctionnée par la force ne soit prise inutilement. Nous devons veiller, si nous participons à cette intervention militaire, à ce que le pays ne retombe pas ensuite dans la chaos.

Nous avons également la responsabilité de faire les choses correctement pour une autre raison importante: la crise de la Somalie n'est pas la seule qui appelle une intervention humanitaire. Comme mon collègue l'a dit, la Bosnie, le Liberia ou le Soudan sont également dans une situation désespérée. Les Nations Unies entrent dans une nouvelle ère de maintien de la paix et de pacification. Il semblerait que nous adoptions une attitude plus interventionniste. Une opération bien intentionnée mais mal menée en Somalie pourrait être un précédent regrettable et rendre plus difficile, voire impossible à l'avenir toute autre intervention pacificatrice et humanitaire des Nations Unies.

Je suis quelque peu inquiet du fait que cette initiative semble être dirigée par les États-Unis, par M. Bush si vous préférez. Il me semble que le monde n'a jamais eu autant besoin des Nations Unies. Ce n'est que par des initiatives collectives des nations du monde que nous serons capables de saisir les nouveaux moyens qui s'offrent à nous pour régler les problèmes d'aujourd'hui, et de demain aussi, je suppose. Je ne veux pas parler seulement des problèmes comme ceux qui existent en Somalie, en Yougoslavie et au Moyen-Orient, mais aussi de toutes les tensions engendrées par la pauvreté, l'explosion dé-